



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 19 septembre 2017 — N° 271

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

La séance est ouverte à 13 h 40.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Gretta Chambers, ex-chancelière de l'Université McGill et ex-journaliste.

M. LeBel (Rimouski) fait une déclaration afin de souligner la Semaine internationale du revenu de base.

M. Merlini (La Prairie) fait une déclaration afin de souligner le 20^e anniversaire de l'organisme Complexe Le Partage.

M. Lemay (Masson) fait une déclaration afin de souligner la tenue de la Classique Émilie-Mondor.

M. Habel (Sainte-Rose) fait une déclaration afin de reconnaître le travail du Groupe sportif Les Croulants de Laval inc.

19 septembre 2017

M. Khadir (Mercier) fait une déclaration afin de défendre une politique culturelle équitable.

Mme de Santis (Bourassa-Sauvé) fait une déclaration afin de souligner la Journée internationale de la démocratie.

M. Jolin-Barrette (Borduas) fait une déclaration afin de souligner l'engagement du comité organisateur de la Journée Terry-Fox à Beloeil–Mont-Saint-Hilaire.

Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) fait une déclaration afin de souligner le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979.

Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) fait une déclaration afin de souligner le 50^e anniversaire du collège de Maisonneuve.

À 13 h 52, M. Gendron, troisième vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 14 heures.

19 septembre 2017

À la demande de M. le président, l'Assemblée observe un moment de recueillement à la mémoire de M. Jacques Daoust, ancien député de Verdun, de M. Laurent Lavigne, ancien député de Beauharnois, de M. Léonard Lévesque, ancien député de Kamouraska-Témiscouata, et de M. Jérôme Choquette, ancien député d'Outremont.

Dépôts de documents

Mme Vallée, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2015-2016 du Conseil de la justice administrative.
(Dépôt n° 3423-20170919)

M. Barrette, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2016-2017 d'Urgences-santé;
(Dépôt n° 3424-20170919)

Le rapport annuel 2016-2017 d'Héma-Québec;
(Dépôt n° 3425-20170919)

Le rapport annuel 2016-2017 sur l'application de la procédure d'examen des plaintes, la satisfaction des usagers et le respect de leurs droits de l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec.
(Dépôt n° 3426-20170919)

Puis, il dépose les rapports annuels de gestion 2016-2017 des centres intégrés de santé et de services sociaux suivants :

Des Îles
(Dépôt n° 3427-20170919)

Outaouais
(Dépôt n° 3428-20170919)

19 septembre 2017

M. Proulx, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de la Famille, dépose :

Le rapport annuel 2015-2016 sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants;
(Dépôt n° 3429-20170919)

Le rapport annuel de gestion 2016-2017 de l'Institut national des mines.
(Dépôt n° 3430-20170919)

Mme David, ministre responsable de l'Enseignement supérieur, dépose :

Le rapport annuel 2015-2016 de l'Université du Québec et des établissements du réseau.
(Dépôt n° 3431-20170919)

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 3 mai 2017 par M. Cloutier (Lac-Saint-Jean) concernant une compensation financière pour les étudiants effectuant des stages de prise en charge en enseignement;
(Dépôt n° 3432-20170919)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 4 mai 2017 par M. Cloutier (Lac-Saint-Jean) concernant le financement des services offerts aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;
(Dépôt n° 3433-20170919)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 4 mai 2017 par Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) concernant le financement des services offerts aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;
(Dépôt n° 3434-20170919)

19 septembre 2017

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 6 juin 2017 par M. Leclair (Beauharnois) concernant le remboursement des bandelettes pour lecteurs de glycémie;

(Dépôt n° 3435-20170919)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 6 juin 2017 par M. Cousineau (Bertrand) concernant l'affichage des emplois offerts au CISSS des Laurentides;

(Dépôt n° 3436-20170919)

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 7 juin 2017 par M. Morin (Côte-du-Sud) concernant le maintien des services de santé de proximité au Kamouraska;

(Dépôt n° 3437-20170919)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 7 juin 2017 par Mme Lamarre (Taillon) concernant la reconnaissance des pairs aidants;

(Dépôt n° 3438-20170919)

La réponse à la question écrite n° 246 concernant la révision des critères d'attribution des ambulances pour chaque territoire, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 1^{er} juin 2017 par M. Bonnardel (Granby);

(Dépôt n° 3439-20170919)

La réponse à la question écrite n° 247 concernant les entreprises d'économie sociale en aide à domicile, l'entreprise Services Travail-maison et le programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 9 juin 2017 par M. Bourcier (Saint-Jérôme);

(Dépôt n° 3440-20170919)

La réponse à la question écrite n° 250 concernant une modification des critères d'admissibilité au crédit d'impôt pour frais médicaux pour les coûts supportés par les personnes présentant certains troubles mentaux qui ont recours à un chien d'assistance, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 14 juin 2017 par M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière);

(Dépôt n° 3441-20170919)

La réponse à la question écrite n° 251 concernant les permis spéciaux de spécialistes assortis d'un certificat de spécialités des ordres professionnels, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 15 juin 2017 par Mme Jean (Chicoutimi);

(Dépôt n° 3442-20170919)

19 septembre 2017

La réponse à la question écrite n° 252 concernant le projet pilote Uber, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 16 juin 2017 par M. Therrien (Sanguinet).

(Dépôt n° 3443-20170919)

M. le président dépose :

Le rapport du Directeur général des élections du Québec sur les résultats officiels du scrutin de l'élection partielle du 29 mai 2017 dans la circonscription électorale de Gouin;

(Dépôt n° 3444-20170919)

Copie d'une lettre, en date du 16 juin 2017, qu'il a adressée à M. Claude Dussault, vice-protecteur du citoyen, le désignant pour remplir les fonctions de commissaire au lobbyisme du Québec à compter du 1^{er} juillet 2017, pour une période d'au plus six mois;

(Dépôt n° 3445-20170919)

Une lettre, en date du 4 août 2017, que lui a adressée M^e Hélène Grenier, membre de la Commission d'accès à l'information du Québec, l'informant de sa démission au cours du mois de septembre 2017;

(Dépôt n° 3446-20170919)

Une lettre, en date du 24 août 2017, que lui a adressée M^e Sonia Wagner, membre de la Commission de la fonction publique, l'informant de sa démission à compter du 29 octobre 2017;

(Dépôt n° 3447-20170919)

Une lettre, en date du 3 août 2017, que lui a adressée M. Amarjeet Sohi, ministre fédéral de l'Infrastructure et des Collectivités, en réponse à la motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée le 29 mars 2017, concernant les travaux d'entretien du pont de Québec;

(Dépôt n° 3448-20170919)

Une lettre, en date du 7 juillet 2017, que lui a adressée M. Lawrence MacAulay, ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, en réponse à la motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée le 26 avril 2017, concernant l'industrie laitière québécoise;

(Dépôt n° 3449-20170919)

19 septembre 2017

Une lettre, en date du 22 août 2017, que lui a adressée M. Bill Morneau, ministre fédéral des Finances, en réponse à la motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée le 31 mai 2017, concernant la Banque de l'infrastructure du Canada;
(Dépôt n° 3450-20170919)

Le rapport annuel 2016-2017 de la Commission de la fonction publique;
(Dépôt n° 3451-20170919)

Une lettre, en date du 28 juin 2017, que lui a adressée M. Philippe Couillard, premier ministre, concernant la visite à la salle de l'Assemblée nationale de Mme Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario, le jeudi 21 septembre 2017;

(Dépôt n° 3452-20170919)

Copie d'une lettre, en date 3 juillet 2017, qu'il a transmise à M. Philippe Couillard, premier ministre, en réponse à sa lettre du 28 juin 2017, concernant la visite de Mme Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario.

(Dépôt n° 3453-20170919)

Puis, M. le président informe l'Assemblée que Mme Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario, s'adressera aux parlementaires à la salle de l'Assemblée nationale le jeudi 21 septembre 2017 à 15 heures, et que par la suite l'Assemblée poursuivra ses travaux, conformément à l'entente conclue entre les groupes parlementaires et les députés indépendants.

Enfin, M. le président dépose :

La copie du préavis de la motion proposée par Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) qui sera inscrite au *Feuilleton et préavis* du mercredi 20 septembre 2017, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ».

(Dépôt n° 3454-20170919)

19 septembre 2017

Dépôts de rapports de commissions

M. Auger (Champlain), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, les 15 et 16 août 2017, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 85, Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal;

(Dépôt n° 3455-20170919)

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 17 août 2017, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 121, Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 3456-20170919)

Mme Rotiroti (Jeanne-Mance-Viger), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui, les 5, 6 et 7 septembre 2017, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 144, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire.

(Dépôt n° 3457-20170919)

19 septembre 2017

M. Ouellette (Chomedey), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 16, 17, 22 et 23 août 2017, a procédé à des auditions publiques dans le cadre d'une consultation générale à l'égard du rapport quinquennal 2016 intitulé *Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*;

(Dépôt n° 3458-20170919)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 6 septembre 2017, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 133, Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions.

(Dépôt n° 3459-20170919)

M. Iracà (Papineau), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, les 8, 9, 12, 13, 14, 15 et 16 juin ainsi que les 22 et 23 août 2017, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 137, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 3460-20170919)

Dépôts de pétitions

Mme Rotiroti (Jeanne-Mance–Viger) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 48 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'adoption d'une loi visant à reconnaître la responsabilité des centres hospitaliers pour les fautes médicales commises par les médecins à l'intérieur de ces centres.

(Dépôt n° 3461-20170919)

19 septembre 2017

M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 380 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'augmentation de l'allocation pour les familles composées de deux adultes prestataires de programmes de solidarité sociale ou d'aide sociale.

(Dépôt n° 3462-20170919)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Birnbaum (D'Arcy-McGee) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 33 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'augmentation de l'allocation pour les familles composées de deux adultes prestataires de programmes de solidarité sociale ou d'aide sociale.

(Dépôt n° 3463-20170919)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, conjointement avec M. Bergeron (Verchères), M. Charette (Deux-Montagnes), M. Khadir (Mercier), M. Lelièvre (Gaspé), M. Surprenant (Groulx), M. Sklavounos (Laurier-Dorion) et Mme Ouellet (Vachon), propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec condamne, avec la plus grande fermeté, les attentats perpétrés au Burkina Faso et en Espagne en août 2017;

19 septembre 2017

QU'elle exprime ses profondes condoléances aux familles et aux proches des victimes de l'attentat survenu à Ouagadougou les 13 et 14 août 2017 et qu'elle déplore le décès d'un Québécois, M. Bilel Diffalah, coopérant volontaire dans le domaine de la santé animale, dans ce tragique événement;

QU'elle exprime ses sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes des attaques meurtrières survenues les 17 et 18 août 2017, causant la mort et faisant de nombreux blessés en Catalogne;

QUE l'Assemblée nationale rappelle son engagement en faveur des droits de la personne et du respect de l'État de droit, de la démocratie, de la paix, de la solidarité et de la tolérance;

QUE les membres de l'Assemblée nationale observent une minute de silence à la mémoire des victimes.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

À la demande de M. Gendron, troisième vice-président, l'Assemblée observe une minute de silence.

Mme Lamarre (Taillon), conjointement avec M. Paradis (Lévis), M. Khadir (Mercier), M. Lelièvre (Gaspé), M. Surprenant (Groulx) et Mme Ouellet (Vachon), présente une motion concernant le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Paradis (Lévis), conjointement avec Mme Lamarre (Taillon), M. Khadir (Mercier) et M. Surprenant (Groulx), présente une motion concernant la présence d'un médecin de famille à l'Île-aux-Coudres; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

19 septembre 2017

Mme Ouellet (Vachon), conjointement avec M. Bergeron (Verchères) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques), présente une motion concernant le référendum de la Catalogne; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. Tanguay, leader adjoint du gouvernement, propose :

QUE l'Assemblée nationale entérine le mandat donné à la Commission des finances publiques, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques les 26, 27 et 28 septembre ainsi que le 3 octobre 2017, à la salle du Conseil législatif;

QU'à cette fin, la Commission entende les organismes suivants :

Association québécoise des technologies
Caisse de dépôt et placement du Québec
Mouvement Desjardins
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres
Regroupement des partenaires du gouvernement en technologie de l'information
La voix des entrepreneurs en T.I. de Québec
TechnoMontréal
Chaire de recherche Université Laval
Autorité des marchés financiers
Réseau ACTION TI
École nationale d'administration publique - Centre de recherche sur la gouvernance
FACIL, pour l'appropriation collective de l'informatique libre
Vérificateur général du Québec

19 septembre 2017

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 minutes 30 secondes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et 2 minutes 30 secondes au deuxième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 50 minutes partagées ainsi : 25 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour l'opposition officielle et 10 minutes pour le deuxième groupe d'opposition;

QUE le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. Tanguay, leader adjoint du gouvernement, propose :

QUE l'Assemblée nationale entérine le mandat donné à la Commission des institutions, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 139, Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques le 4 octobre 2017;

QU'à cette fin, la Commission entende les organismes suivants :

Réseau Québec-Monde
Réseau des carrefours jeunesse emploi du Québec

19 septembre 2017

Fusion Jeunesse

Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 minutes 30 secondes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et 2 minutes 30 secondes au deuxième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes 30 secondes pour l'opposition officielle et 7 minutes pour le deuxième groupe d'opposition;

QUE la ministre des Relations internationales et de la Francophonie soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Conformément à l'article 129 du Règlement, Mme Poirier, whip en chef de l'opposition officielle, propose :

QUE le député de Terrebonne soit nommé membre de la Commission de l'économie et du travail en remplacement du député de Saint-Jérôme;

QUE la députée de Chicoutimi soit nommée membre de la Commission des finances publiques en remplacement du député de Beauharnois;

19 septembre 2017

QUE la députée de Joliette soit nommée membre de la Commission des relations avec les citoyens en remplacement du député de Bertrand et que la députée de Hochelaga-Maisonneuve soit nommée membre de la même commission en remplacement de la députée de Chicoutimi;

QUE ces changements prennent effet immédiatement.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Tanguay, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de la santé et des services sociaux, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 99, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 62, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes.

M. Gendron, troisième vice-président, donne les avis suivants :

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles se réunira en séance de travail afin de préparer l'audition portant sur l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

19 septembre 2017

- la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin de statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'une pétition.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Gendron, troisième vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 20 septembre 2017, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve).

Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte du mécontentement généralisé que suscite la consultation sur la discrimination systémique et le racisme chez de nombreux organismes, groupes et citoyens du Québec;

QU'elle exige du gouvernement du Québec l'annulation de la consultation sur la discrimination systémique et le racisme;

QU'elle demande au gouvernement d'appliquer immédiatement des mesures concrètes pour lutter contre le racisme et la discrimination.

AFFAIRES DU JOUR

À 15 h 23, à la demande de M. Tanguay, leader adjoint du gouvernement, M. Gendron, troisième vice-président, suspend les travaux jusqu'à l'expiration du délai pour recevoir les avis de débats de fin de séance.

19 septembre 2017

Les travaux reprennent à 15 h 39.

Mme Vien, leader adjointe du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mercredi 20 septembre 2017, à 9 h 40.

La motion est adoptée.

À 15 h 40, M. Gendron, troisième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 20 septembre 2017, à 9 h 40.

Le Président

JACQUES CHAGNON